Ce que les régions non métropolitaines ont à offrir

Paul Villeneuve, Romy Barbonne et Nicolas Racine
Université Laval

Introduction

Assez souvent maintenant, on considère le Québec comme étant composé de trois entités : la région métropolitaine de Montréal, la région métropolitaine de Québec et les régions non métropolitaines. Montréal a presque réussi sa transformation vers la « nouvelle économie » et Québec est également en bonne voie de le faire, bien que sa situation soit plus fragile. Par contre, le sort de la plupart des régions non métropolitaines, disons celles situées à plus d'une heure de Montréal ou de Québec, est beaucoup plus préoccupant à court et à moyen termes. Les prévisions démographiques sont particulièrement alarmantes. À cet égard, l'Institut de la statistique du Québec prévoit que la population du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine, de la Côte-Nord, du Saguenay – Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi-Témiscamingue et même de la Mauricie diminuera à un rythme régulier entre 1996 et 2021. Une diminution de la population n'a en soi rien de tragique si ce sont des chômeurs qui partent et si la région conserve une certaine masse critique. Mais voilà, les baisses déjà constatées et prévues sont dues surtout à l'exode des jeunes, qui quittent leur région pour aller poursuivre des études dans les grands centres et ne reviennent pas. Faut-il, devant ces perspectives plutôt sombres, sonner le glas des régions non métropolitaines, ou ne faut-il pas plutôt rappeler l'importance de ces régions dans le développement à long terme du Québec ?

Il y a plusieurs excellentes raisons pour lesquelles il faut se préoccuper du développement des régions non métropolitaines au Québec. Nous choisissons ici de

mettre l'accent sur des raisons d'ordre structurel qui relèvent de la place du Québec dans l'évolution séculaire des Amériques et du monde. Il peut en effet s'avérer intéressant de présenter à des gens plongés dans l'action quotidienne des éléments de réflexion qui aident à situer l'évolution actuelle du Québec et de ses régions dans un très large contexte historique et géographique.

Il y a plusieurs excellentes raisons pour lesquelles il faut se préoccuper du développement des régions non métropolitaines au Québec. Nous choisissons ici de mettre l'accent sur des raisons d'ordre structurel qui relèvent de la place du Québec dans l'évolution séculaire des Amériques et du monde.

Nous regroupons ces éléments autour de trois propositions :

- 1) les richesses naturelles continuent de constituer un avantage comparatif fondamental sur lequel l'ensemble du Québec doit appuyer son développement ;
- 2) l'industrialisation des campagnes s'effectue du centre vers la périphérie, selon une tendance très lourde et chargée de sens pour les décennies futures ;
- 3) à l'échelle mondiale, le Québec constitue une seule région de développement dont toutes les parties, des plus urbaines aux plus rurales, ont intérêt à être fortement imbriquées et à jouir du même niveau de vie.

Ces propositions, de nature prospective, s'inspirent d'un certain nombre de recherches menées au CRAD (Centre de recherche en aménagement et développement) au cours des dernières années¹.

Les richesses naturelles comme avantage comparatif

On entend souvent dire, dans les milieux qui s'intéressent au développement régional, que les « matières premières » ne jouent plus qu'un rôle négligeable dans le développement économique, et que c'est maintenant sur la « matière grise » qu'il faut miser. Comme tous les énoncés trop catégoriques, celui-ci n'est vrai qu'en partie. Le Québec est bien doté en richesses naturelles. Dans le contexte géopolitique actuel, ces matières premières constituent des avantages comparatifs de première force. Qu'il s'agisse de la forêt, de l'eau, du minerai, des terres cultivables, ou tout simplement de l'étendue du territoire, le Québec, particulièrement ses régions périphériques, possède des ressources naturelles considérables. Le Québec n'est pas une ville-état sans hinterland, comme Singapour par exemple. Il est plutôt une région culturelle ou, même, une « région-état » à laquelle le bassin hydrographique du Saint-Laurent confère une certaine unité écosystémique, qui est cependant loin d'être totale puisqu'il faut la partager avec l'Ontario. Même s'il faut se garder d'établir des liens trop rigides entre, par exemple, l'unité écosystémique et l'unité nationale, il faut bien admettre que l'occupation humaine de la majeure partie de la vallée du Saint-Laurent et des plateaux voisins a été conditionnée par la configuration du bassin hydrographique : on occupa d'abord les rives du fleuve pour ensuite s'établir le long de ses affluents et enfin déborder sur les plateaux des Appalaches et des Laurentides. On verra tantôt que c'est ce débordement qui fait aujourd'hui problème.

L'intensité des débats autour de l'exploitation de la forêt boréale ou de la gestion de l'eau montre l'importance des ressources dans le développement du Québec. Le cas de l'eau est tout particulièrement révélateur du type d'enjeux auxquels nous serons de plus en plus appelés à faire face. D'un côté, certains rêvent de modifier considérablement le réseau hydrographique nord-américain afin d'approvisionner les régions sèches et ensoleillées des grandes plaines et du Sud-Ouest américain, dont certaines sont en forte croissance démographique. De l'autre côté, on s'em-

presse de noter les bouleversements écologiques qui résulteraient de tels travaux, dont on dit qu'il faut se garder car leurs conséquences seraient, paraît-il, beaucoup plus dramatiques que celles associées à l'exportation d'eau potable embouteillée, à laquelle plusieurs s'opposent déjà. Aux raisons avancées par ces opposants, ajoutons qu'à long terme, et à la condition de ne pas brader notre eau, les zones humides de la frange nordique de l'Amérique pourraient devenir plus attrayantes et qui sait, terres d'immigration comparativement aux zones de soleil. Déjà dans l'Ouest, la partie non métropolitaine de la Colombie-Britannique se présente comme alternative à la Californie.

L'intensité des débats autour de l'exploitation de la forêt boréale ou de la gestion de l'eau montre l'importance des ressources dans le développement du Québec. Le cas de l'eau est tout particulièrement révélateur du type d'enjeux auxquels nous serons de plus en plus appelés à faire face.

Ceci étant dit, il faut affirmer avec force que matière grise et matières premières sont inéluctablement liées. Depuis toujours, c'est le savoir et le savoir-faire des humains qui valorisent les matières premières. L'innovation se produit tout autant dans le secteur primaire que dans les secteurs dits de « haute technologie ». Mettre au point une nouvelle céréale relève tout autant de l'innovation technologique de pointe que produire un ordinateur plus performant que ses prédécesseurs. Prenons l'exemple du canola, qui a connu une croissance très marquée et une expansion territoriale contre-tendancielle entre 1990 et 1997. En effet, alors que la plupart des productions agricoles voient leurs centres de gravité se déplacer vers le sud-ouest, le nombre de fermes déclarant une superficie en canola est passé de 17 à 225 entre 1990 et 1997 ; la superficie totale en canola est passée de 404 à 5 372 hectares ; le centre de gravité de la production s'est déplacé vers le nord-est de plus de 150 km et la production s'est largement diffusée parmi les MRC (on trouvait du canola dans 13 MRC en 1990, et dans 49 en 1997). Sa progression est particulièrement spectaculaire au Saguenay – Lac-Saint-Jean, dans la région de Chaudière-Appalaches et dans le Témiscamingue. Il s'agit d'une céréale mise au point en Saskatchewan

et adaptée au climat froid et à la courte saison de végétation des marges nordiques de l'Amérique.

Il faut affirmer avec force que matière grise et matières premières sont inéluctablement liées. Depuis toujours, c'est le savoir et le savoir-faire des humains qui valorisent les matières premières. L'innovation se produit tout autant dans le secteur primaire que dans les secteurs dits de « haute technologie ».

En fait, il faut distinguer « haute technologie » et « nouvelle technologie ». Certains secteurs industriels, comme celui de la fabrication d'ordinateurs personnels, sont nouveaux. Si en plus ils révolutionnent les façons de faire dans les secteurs existants, comme l'introduction de micro-processeurs un peu partout est en train de le faire, il n'est pas surprenant qu'ils éclipsent les autres. On se met alors à séparer les secteurs industriels selon qu'ils sont de haute, moyenne ou faible technologie. Par exemple, au Québec, on considère que l'aérospatiale et les industries pharmaceutiques sont des secteurs de haute technologie tandis que le bois et l'alimentation sont des secteurs de faible technologie. Ceci peut être trompeur car on peut retrouver des entreprises tournées vers l'innovation technologique et organisationnelle dans des secteurs comme le bois et le papier. Cette façon de représenter les choses fait mal paraître les régions où les industries extractives et de première transformation sont importantes. Il s'agit d'une déformation de la réalité qui s'apparente à celle qui avait cours il y a vingt-cinq ans quand l'OPDQ (Office de planification et de développement du Québec) opposait le « Québec de base » au « Québec des régions-ressources » alors que – cela était encore plus le cas à l'époque – les régions-ressources constituent une partie fondamentale de l'économie du Québec, du moins si on se reporte à la théorie de la base économique, où les activités exportatrices constituent le principal moteur économique.

Les régions non métropolitaines, telles que définies plus haut, effectuent, bon an mal an, une part des exportations du Québec qui est proportionnelle à leur part de la population, soit entre 16 et 17 %. La figure 1 de la page suivante montre la relation entre la part en pourcentage de chaque région dans le total des

exportations et leur part en pourcentage dans la population totale du Québec. Les régions localisées en haut de la droite de tendance ont une propension à exporter plus forte que la moyenne, tandis que les régions situées en bas ont une propension plus faible que la moyenne. Comme il fallait s'y attendre, les régions de Montréal (MTL), de la Montérégie (MON) et de Chaudière-Appalaches (CA) sont fortement exportatrices. Parmi les régions non métropolitaines en diminution démographique, le Nord-du-Québec (NQC), la Côte-Nord (C), la Mauricie (MAU) et le Saguenay – Lac-Saint-Jean (SLS) ont une propension à exporter plus forte que la moyenne québécoise alors que la Gaspésie (GAS) et le Bas-Saint-Laurent (BSL) en ont une plus faible, et que l'Abitibi-Témiscamingue (AT) est dans la moyenne. Ceci conduit à penser que les régions non métropolitaines, dans leur ensemble, font leur part dans le maintien de la base économique du Québec. Compte tenu de l'intensité en capital des industries extractives, on peut même penser qu'elles pourraient continuer à le faire même en perdant de la population. Il reste que ce type de profil économique rend ces régions très dépendantes des fluctuations de la demande mondiale. Une industrialisation plus diversifiée et davantage capable de générer de la croissance démographique est-elle envisageable dans ces régions ? C'est la question que nous abordons maintenant.

Les régions non métropolitaines effectuent, bon an mal an, une part des exportations du Québec qui est proportionnelle à leur part de la population, soit entre 16 et 17 %. Dans leur ensemble, elles font leur part dans le maintien de la base économique du Québec.

Jusqu'où ira l'industrialisation des campagnes ?

Il se produit au Québec, depuis quelques décennies, un déplacement très net des emplois manufacturiers vers le nord-est, ce qui va également à l'encontre de la tendance globale selon laquelle le centre de gravité des activités et de la population se déplace vers l'ouest en Amérique du Nord. Entre 1971 et 1996, la région administrative de Montréal a vu son nombre d'emplois

Figure 1. Régions selon leur propension à exporter (1996)

manufacturiers diminuer de plusieurs dizaines de milliers pendant que les régions de la plaine de Montréal et des Appalaches connaissaient des augmentations souvent fortes. Ce redéploiement industriel n'a pas encore été étudié de façon détaillée, mais nous en connaissons assez sur son compte pour suggérer fortement qu'il représente un facteur potentiellement important lorsqu'il s'agit d'envisager l'avenir des régions non métropolitaines du Québec.

D'abord, replaçons le redéploiement industriel actuel dans le contexte historique de l'occupation du territoire québécois. Depuis environ 1750, l'occupation du territoire a connu au Québec trois grands mouvements. Le premier de ces mouvements s'est produit en deux temps. Dans un premier temps, l'occupation du territoire a pris une expansion considérable sous la poussée

d'un formidable accroissement naturel de la population dans le cadre d'une économie essentiellement agricole et artisanale. C'est d'abord par la densification que l'expansion se fait : entre 1750 et 1850, la population se multiplie par douze pendant que le territoire occupé ne fait que doubler. Dans un deuxième temps, de 1850 à 1950, l'expansion se poursuit sur les plateaux appalachien et laurentidien, mais de façon beaucoup moins dense, de telle sorte qu'une population plus dispersée et moins nombreuse tente de subsister sur ces plateaux dans un système économique agroforestier ou agrominier qui pousse à défricher des terres de faible fertilité, alors même que la croissance de Montréal bat son plein. L'extension des terres défrichées se situe à 9 millions d'acres vers 1850. Elle double au cours du siècle suivant pour atteindre 18 millions d'acres vers 1940.

Pendant la deuxième moitié du XX^e siècle, un second mouvement, inverse au premier, se met en branle. De 1940 à 1996, la superficie défrichée passe de 18 millions d'acres à moins de 7 millions. Il y a donc une très rapide contraction du territoire occupé qui traduit, en grande partie, le caractère éphémère de plusieurs entreprises de colonisation rurale trop marginales pour fixer sur les plateaux une population suffisante pour permettre une industrialisation quelque peu diversifiée, comme cela s'était produit dans plusieurs noyaux urbains de la plaine de Montréal et des Cantons-de-l'Est. Pendant que l'ensemble du territoire occupé se contracte, les grandes villes, surtout Montréal, commencent à se dilater, de telle sorte que la réduction du domaine agricole résulte à la fois de l'abandon de terres marginales et de l'étalement urbain.

Il se produit au Québec, depuis quelques décennies, un déplacement très net des emplois manufacturiers vers le nord-est, ce qui va à l'encontre de la tendance globale selon laquelle le centre de gravité des activités et de la population se déplace vers l'ouest en Amérique du Nord.

Le troisième mouvement commence quelque part pendant la seconde moitié du XX^e siècle, probablement vers 1960 ou 1970. Il s'agit d'une nouvelle expansion latérale, à partir de Montréal et de Québec, non plus cette fois d'un front agricole ou agroforestier, mais bien plutôt d'un front urbain industriel, dont la dynamique repose sur un secteur manufacturier nettement plus diversifié que celui qui s'est implanté dans les petites villes industrielles du Québec entre 1850 et 1950. Les avancées de ce front sont surtout visibles dans la plaine autour de Montréal et dans les Appalaches, là surtout où les densités rurales agricoles font en sorte que l'industrialisation s'appuie sur l'agriculture, en transformant les produits de celle-ci et en utilisant les surplus de main-d'oeuvre qu'elle libère. L'aspect décrié, surtout par les urbanistes, de cette nouvelle expansion latérale est l'étalement urbain qui se produit autour de la plupart des villes, tout en étant plus visible autour des plus grandes. Son aspect moins connu, mais autrement plus porteur d'avenir pour les régions non métropolitaines, a pour nom « redéploiement industriel ». Regardons d'un peu plus près le cas québécois le plus connu d'industrialisation non

métropolitaine, le cas de la Beauce, que nous replaçons dans l'ensemble de la région de Québec-Chaudière-Appalaches, en nous demandant si ce cas peut être reproduit ailleurs au Québec².

Globalement, dans la région Québec-Chaudière-Appalaches, l'emploi manufacturier a progressé d'environ 12 % entre 1981 et 1996, passant de 50 500 à 57 000. Il est d'abord intéressant de souligner la différence entre le milieu métropolitain et le milieu non métropolitain. Tandis que l'emploi manufacturier diminuait de 3,4 % dans la région métropolitaine de Québec, il augmentait de plus de 27 % en milieu non métropolitain, de telle sorte que la part respective de chacun de ces milieux dans l'emploi manufacturier total s'en trouve sensiblement modifiée. La part des emplois manufacturiers de la région métropolitaine diminue de 49 à 42 % de 1981 à 1996, le milieu non métropolitain voyant sa part augmenter de 51 à 58 %. Il est ensuite intéressant d'analyser de plus près l'évolution de l'emploi manufacturier à l'intérieur même du milieu non métropolitain. Se concentre-t-il surtout dans les petites villes ou, au contraire, sa croissance se produit-elle aussi dans les villages et les campagnes ? Dans les municipalités de plus de 5 000 habitants appartenant au milieu non métropolitain de la région Québec-Chaudière-Appalaches, la croissance observée entre 1981 et 1996 est de 14,3 %, tandis qu'elle est de 35,4 % dans les municipalités de moins de 5 000 habitants. Le redéploiement industriel semblerait donc être à première vue, au moins dans la partie non métropolitaine de la grande région de Québec, surtout une affaire de villages et de campagnes plutôt qu'une affaire de villes. Mais est-ce bien le cas ?

Pas tout à fait, car si nous poussons un peu l'analyse, nous constatons d'abord qu'une bonne partie de la région Québec-Chaudière-Appalaches est à moins d'une heure de Québec. Cette partie ne se qualifie donc pas comme espace non métropolitain tel que nous l'avons défini au début de ce texte. Mais le sud de la Beauce est nettement à plus d'une heure de Québec. Allons donc voir brièvement ce qui s'y passe. Nous y découvrons que les petits villages situés à proximité de Saint-Georges voient leurs emplois manufacturiers croître plus rapidement, entre 1981 et 1996, que la ville de Saint-Georges elle-même et que les villages et municipalités situés plus loin de Saint-Georges. L'industrialisation des campagnes se ferait donc en tache d'huile autour de Saint-Georges comme elle le

fait, à une autre échelle, autour de Québec ou de Montréal. Dans ce contexte, les pôles urbains, qu'ils soient grands ou petits, offrent des services nécessaires au développement de la plupart des PME.

L'industrialisation des campagnes se ferait en tache d'huile autour de Saint-Georges comme elle le fait, à une autre échelle, autour de Québec ou de Montréal. Dans ce contexte, les pôles urbains, qu'ils soient grands ou petits, offrent des services nécessaires au développement de la plupart des PME.

Le modèle beauceron peut-il se diffuser dans des régions plus éloignées des grands centres que ne l'est la Beauce ? Assurément, il gagne maintenant Bellechasse et le Bas-du-Fleuve avec des industries comme la plasturgie et le matériel de transport. Jusqu'où se rendra ce mouvement d'industrialisation des campagnes ? On peut penser que la déprise démographique que connaissent les régions non métropolitaines, surtout parce qu'elle affecte les jeunes, et en particulier ceux et celles qui veulent continuer à étudier, entrave le potentiel entrepreneurial de ces régions... à moins qu'elles en viennent à faire partie de l'ensemble métropolitain !

À l'échelle mondiale, le Québec devrait constituer une seule région de développement

Cet énoncé en fera bondir plusieurs. Déjà en 1971, le sociologue Gérard Fortin avait conclu son livre sur la modernisation du monde rural par un chapitre intitulé, avec une certaine audace, « Le Québec : une ville à inventer »³. Nous nous contenterons d'ajouter que l'ensemble du territoire occupé du Québec doit faire partie de cette ville, ce qui est une autre manière de dire qu'il faut développer les régions non métropolitaines. On aura compris qu'il ne s'agit pas de la ville telle que nous l'imaginons habituellement. En fait, il est plus juste de parler d'une « région de développement ». Ce qui fait l'unité de cette région, c'est sa dynamique culturelle, plus encore que l'existence de l'État québécois.

Cette dynamique culturelle est fortement ancrée dans la géographie et dans l'histoire. Pendant la seconde moitié du XX^e siècle, les progrès dans les transports et les communications ont contribué à intensifier les échanges de toutes sortes entre les diverses composantes du territoire québécois, mais aussi entre chacune de ces composantes et le reste du monde, ce dernier phénomène s'étant amplifié plus récemment, notamment avec Internet. C'est également pendant ce demi-siècle que Montréal est passée du statut de métropole du Canada à celui de métropole du Québec, un changement qui a posé de façon plus nette la question de l'intégration des anglophones et des allophones à la société québécoise, puisque Montréal devenait une ville québécoise avant d'être une ville canadienne. L'intensification des échanges entre le milieu hétérogène de Montréal et le milieu homogène de Québec pourrait bien être à l'origine du fait que la modernisation du Québec a pris la forme d'une « révolution », surtout montréalaise, avec des manifestations comme le *Refus global*, qui est devenue « tranquille » avec la prise du pouvoir par les libéraux en 1960 et le train de réforme qui s'ensuivit.

Déjà en 1971, le sociologue Gérard Fortin avait conclu son livre sur la modernisation du monde rural par un chapitre intitulé, avec une certaine audace, « Le Québec : une ville à inventer ». On aura compris qu'il ne s'agit pas de la ville telle que nous l'imaginons habituellement. En fait, il est plus juste de parler d'une « région de développement ». Ce qui fait l'unité de cette région, c'est sa dynamique culturelle, plus encore que l'existence de l'État québécois.

En même temps, les interactions plus intenses entre les milieux métropolitains et les milieux non métropolitains ont pratiquement gommé la distinction sociologique entre le rural et l'urbain, alors que demeurent des différences importantes dans l'organisation de la vie quotidienne en raison, surtout, de densités de population très différentes. Pour ce qui est des entreprises, des recherches récentes montrent que leur accès aux réseaux d'information, d'innovation et d'exporta-

tion est pratiquement le même, qu'elles soient localisées en milieu métropolitain ou en milieu non métropolitain⁴. L'étude de l'activité internationale des composantes privées, publiques et parapubliques de la région Québec-Chaudière-Appalaches montre que cette activité est encore morcelée. Les activités institutionnelles à l'international sont majoritairement effectuées depuis la région métropolitaine de Québec, par des institutions de bonne taille, et sont tournées fortement vers la France, alors que les PME, souvent celles du milieu régional non métropolitain, sont parfois des acteurs importants sur la scène internationale, et exportent abondamment aux États-Unis, sans que ce rôle soit appuyé de façon systématique par les institutions publiques et parapubliques à vocation internationale de la région. Si un tel morcellement en matière de stratégie de positionnement international est observable au sein d'une région comme Québec-Chaudière-Appalaches, que doit-il en être à l'échelle du Québec dans son ensemble ?

Les activités institutionnelles à l'international sont majoritairement effectuées depuis la région métropolitaine de Québec, par des institutions de bonne taille, et sont tournées fortement vers la France, alors que les PME, souvent celles du milieu régional non métropolitain, sont parfois des acteurs importants sur la scène internationale, et exportent abondamment aux États-Unis, sans que ce rôle soit appuyé de façon systématique par les institutions publiques et parapubliques à vocation internationale de la région.

L'élément le plus important à retenir repose sur la mise en commun des expériences internationales pratiquées individuellement par les organisations publiques, parapubliques et les entreprises. À travers des expériences de « missions régionales commerciales et culturelles » menées par la région de Québec, notamment en Chine, on s'aperçoit que la force de frappe d'une équipe représentative de toutes les facettes d'un territoire est bien plus grande que celle que chacune des parties pourrait obtenir en s'y prenant toute seule.

L'élément le plus important à retenir repose sur la mise en commun des expériences internationales pratiquées individuellement par les organisations publiques, parapubliques et les entreprises. La force de frappe d'une équipe représentative de toutes les facettes d'un territoire est bien plus grande que celle que chacune des parties pourrait obtenir en s'y prenant toute seule.

Ainsi, à partir d'une tradition de jumelage « inter-cités », de collaboration entre entités parapubliques de développement touristique ou encore à travers des réseaux d'affaires privés, une région peut s'ouvrir sur le monde, à condition bien sûr de pouvoir créer un climat de confiance mutuelle entre les divers représentants sectoriels, ce qui est un long cheminement, mais qui peut s'avérer extrêmement rentable avec le temps.

Ce que les régions non métropolitaines ont à offrir au monde

Il faut développer les régions non métropolitaines pour les mêmes raisons qu'il faut développer le Québec dans son ensemble. Si le développement n'était qu'affaire de niveau de vie, les Québécois devraient s'assimiler le plus rapidement possible à l'Amérique anglophone. Il est en effet assez facile de montrer que la frontière linguistique entre le Québec et le reste de l'Amérique a un coût, tout comme la frontière politique entre le Canada et les États-Unis. Mais voilà, le développement n'est pas qu'affaire de niveau de vie. D'abord, les Québécois dans leur ensemble sont prêts, jusqu'ici du moins, à payer ce coût pour rester Québécois. Ensuite, du point de vue de la « sociodiversité » mondiale, il est tout à fait intéressant que différents groupes culturels se partagent les Amériques. L'expérience québécoise en terre d'Amérique constitue une contribution originale à la culture mondiale. Elle enrichit la culture mondiale. De la même façon, l'expérience québécoise non métropolitaine enrichit la culture québécoise et, partant, la culture mondiale. Et compte tenu de la performance économique non métropolitaine, qui semble « tenir son bout » devant la performance des métropoles, il n'est même pas certain que le développement des régions non métropolitaines représente un coût net !

Notes et références

- ¹ Voir entre autres BARBONNE, R. et P. VILLENEUVE (2001). « La dynamique spatiale de l'industrialisation appalachienne », colloque de la section « Développement régional » sur la dynamique spatiale contemporaine du Québec, congrès annuel de l'ACFAS, Sherbrooke, 14 au 17 mai ; RACINE, N. et P. VILLENEUVE (2001). *Le splendide isolement : enquête sur l'internationalisation des entreprises et des institutions des régions de Québec et Chaudière-Appalaches*, Centre de recherche en aménagement et développement, Université Laval, Québec, 66 p. ; THÉRIAULT, M., P. VILLENEUVE, C. PRÉVIL et M. GIRARD (2001). *CEGAQ : un système d'information géographique sur l'agriculture québécoise, 1961-1997*, Centre de recherche en aménagement et développement, Université Laval pour le MAPAQ, le ministère des Régions, l'UPA et Solidarité rurale, Québec, 75 p. + cédérom ; VILLENEUVE, P. (1998). « Canada, Québec, and North American Continental Integration », *Recherches sociographiques*, vol. 39, nos 2-3, p. 393-416 ; VILLENEUVE, P. (1996). « Les phénomènes récents », dans S. Courville (dir.), *Atlas historique du Québec. Population et territoire*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 145-153, 160-161 ; VILLENEUVE, P. (1995). « Le développement des régions dans une perspective de longue durée », *L'Agora*, Cahier spécial sur le thème « Le local à l'heure de la mondialisation », M.-U. Proulx et G. Boulay (dir.), 20 au 22 novembre.
- ² Pierre-André Julien va plus loin dans son ouvrage *Le développement régional. Comment multiplier les Beauces au Québec* (1997). Québec, Presses de l'Université Laval, Éditions de l'IQRC. Il ne demande pas si c'est possible de reproduire le cas de la Beauce, mais plutôt comment il faut faire pour y arriver.
- ³ FORTIN, Gérald (1971). *La fin d'un règne*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH.
- ⁴ Voir entre autres JOYAL, André et Laurent DESHAIES (2000). « Réseaux d'information des PME en milieu non métropolitain », *Cahiers de géographie du Québec*, 44 (122), p. 189-207.